



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

886/jpr/alc

Arrêté du 30 septembre 2024 portant mise en demeure à la société KERMEL de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à COLMAR

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-299-1 du 25 octobre 2004 portant autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une unité de transformation de polymères ;
- Vu la visite du service d'inspection du 8 juillet 2024 ;
- Vu le rapport du 27 août 2024 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 précise : « *Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure des volumes prélevés par la société Kermel :[...] un compteur totalisateur pour l'alimentation en eau de nappe* » ;

Considérant que lors de l'inspection du 8 juillet 2024, aucun compteur totalisateur pour l'alimentation en eau de nappe n'était mis en place pour la société Kermel ;

Considérant que l'article 9.3.4 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 précise : « [...] *Les eaux de refroidissement de l'unité de distillation sont rejetées dans le canal de la Lauch [...] dans les conditions suivantes : [...] débit maximum journalier 4 500 m³/j, débit maximal annuel 1 233 000 m³* » ;

Considérant que les données issues des applications GEREP (déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et déchets) et GIDAF (autosurveillance) renseignées par l'exploitant indique des dépassements récurrents des débits de rejets maximum

journaliers et annuels de l'unité de distillation (déclarations GERE : 2020 : 2 021 794 m³, 2021 : 1 874 729 m³, 2022 : 2 114 523 m³, 2023 : 2 005 853 m³; sur GIDAF, le volume journalier rejeté dans le canal de la Lauch a été inférieur à 4500 m³ un seul jour entre le 03 janvier 2024 et le 30 juin 2024) ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté, afin qu'il soit entendu,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société KERMEL désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 20 rue Ampère – 68 000 COLMAR est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : Compteur totalisateur

Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 susvisé :

« Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure des volumes prélevés par la société Kermel : [...] un compteur totalisateur pour l'alimentation en eau de nappe »

Article 3 : Débit de rejet maximum

Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.4. de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 susvisé :

« [...] Les eaux de refroidissement de l'unité de distillation sont rejetées dans le canal de la Lauch [...] dans les conditions suivantes : [...], débit maximum journalier 4 500 m³/j, débit maximal annuel 1 233 000 m³. »

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5:- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6:- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 30 septembre 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD